

◀ Motion d'actualité adoptée par le Conseil Fédéral de la fédération SUD éducation ▶

La fédération SUD Éducation réunie en conseil fédéral les jeudi 21 et vendredi 22 juin 2018 dénonce la répression globalisée menée contre les militant·e·s mobilisé·es face au projet de poubelle nucléaire CIGEO dans la Meuse.

Depuis les années 2000, la commune de Bure a été choisie par le lobby nucléaire et l'État français comme laboratoire pour l'enfouissement des déchets de l'industrie nucléaire. Ce samedi 16 juin, la manifestation festive ayant réuni 3500 personnes à Bar le Duc (55) s'est déroulée dans un contexte de déploiement policier imposant et agressif. Durant cette journée, plus d'une dizaine d'interpellations ont été menées, la plupart ayant débouché sur des gardes-à-vue. Au moins une d'entre elles a entraîné une comparution immédiate prononçant une condamnation à 4 mois avec sursis pendant 2 ans, une interdiction de territoire en Meuse et Haute-Marne et 4 semaines de TIG du militant interpellé pour violence, outrage et rébellion. Mercredi 20 et jeudi 21 juin, une vague coordonnée de perquisitions a été réalisée sur différents lieux investis par les militant·e·s pour mener leur lutte, en particulier la Maison de Résistance à Bure. Le domicile parisien d'un avocat du mouvement a également fait l'objet d'une perquisition. Cette nouvelle opération policière s'est soldée par 10 interpellations prolongées par 8 gardes à vue, dont celle de l'avocat, et de deux

auditions libres. La criminalisation du mouvement social pour imposer un projet d'enfouissement de déchets nucléaires inutile et dangereux ne peut rester sans réaction.

La fédération SUD Éducation rappelle que ce projet est :

- **dangereux**, car il est irréversible et ne donne aucune garantie quant à la sécurité du processus de stockage des déchets nucléaires ;
- **anti-écologique et ruineux**, car il pérennise la filière et le lobby nucléaires ;
- **anti-démocratique**, car l'enfouissement et le site de Bure ont été choisis avec une mascarade de débat public ;
- **clientéliste**, car des dizaines de millions d'euros ont été versés aux collectivités territoriales pour acheter les consciences ;
- **autoritaire et répressif**, car les habitant·e·s et les opposant·e·s à Cigéo (centre industriel de stockage géologique) subissent contrôles, perquisitions, interpellations, interdictions de manifester, expulsions, gardes à vue, peines de prisons... dans une situation qui s'apparente à une occupation militaire.

→ **La fédération Sud éducation condamne les opérations policières menées les 16 et 20 juin et soutient les opposant·e·s locaux·ales et notamment la Maison de la Résistance de Bure.**

→ **La fédération Sud éducation appelle à créer et à renforcer les comités de soutien partout en France, et à mobiliser et à participer aux rassemblements et manifestations.**

→ **La fédération Sud éducation dénonce la poursuite de ce projet et la politique pro-nucléaire de l'État français, et appelle à la mise en œuvre d'une véritable transition sociale et écologique, libérée des intérêts capitalistes.**

Menons tout-es ensemble la bataille contre le nucléaire et la répression policière !